

**37<sup>e</sup>  
Congrès**

**Jusqu'à jeudi les communistes votent  
pour choisir le texte de leur base commune**

Supplément à **L'Humanité**

# Communiste

[www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup> - Comité de rédaction: Obey Ament - Jacques Chabalier - Patrice Falguier - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Frank Mouly - Camille Lainé - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Patrice Bessac - Rédaction: Patrice Falguier Tél.: 01 40 40 13 59 - Gérard Streiff Tél.: 01 40 40 12 41 - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA. info

## Mesdames et Messieurs les députés Ne votez pas cette loi !



**A**près avoir fait entendre dans la rue leur refus de la loi El Khomri, les opposants au projet demandent aux parlementaires de ne pas voter un texte massivement rejeté par les salariés et les jeunes. En lien avec les mobilisations et les débats en cours, le PCF engage une large consultation pour aller à la rencontre des attentes populaires et construire avec les citoyens un mandat populaire pour 2017. ✚ *(lire p. 2)*



**SERVEZ-VOUS** [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)

Modèle de tracts

autocollants



**INTERNET** [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)

**VIDÉO** du 1<sup>er</sup> Mai à Paris



**INTERVIEWS** de Pierre Laurent, Eliane Assassi, Camille Lainé

**TAFTA : LA FRANCE DOIT DIRE NON** *(p. 3)*

**DE NOUVELLES CARTES AU PCF** *(p. 4)*

# Il faut entendre les exigences populaires

Malgré les manœuvres de divisions et les provocations policières, la mobilisation contre le projet de loi El Khomri se poursuit. Elle vient de connaître deux nouveaux temps forts les 28 avril et 1<sup>er</sup> Mai. Pour la quatrième fois en quelques semaines, des centaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes sont descendus dans la rue pour faire entendre leur opposition à une réforme qui, malgré quelques aménagements, reste largement favorable aux exigences patronales. C'est pourquoi, au moment où le débat s'engage à l'Assemblée nationale, une nouvelle initiative était organisée le 3 mai afin d'exiger le retrait pur et simple du texte, dans le même temps que des actions étaient prises pour demander aux parlementaires de rejeter le projet gouvernemental. À cet effet, une pétition en ligne a été mise en place (lobbycitoyen.fr), tandis que les organisations de jeunesse travaillent à des rassemblements devant les permanences de parlementaires. Les députés PCF/Front de gauche, quant à eux, porteront les exigences du mouvement dans l'Hémicycle tout en proposant



des propositions alternatives favorables aux salariés.

## L'avenir se construit maintenant

Les membres du gouvernement, qui au cours d'une opération « sauvetage du quinquennat » ont lancé la campagne présidentielle de François Hollande, auraient tort de ne voir dans ces mobilisations que l'expression d'un mécontentement passager. Profondément revendicatif, ce mouvement porte aussi de fortes exigences politiques. Exigences d'équité, d'égalité, de justice, de renouveau... N'est-ce pas ce qu'expriment aussi, à leur manière, les participants du mouvement Nuit debout. Alors que les écuries présidentielles, de droite comme de gauche, n'ont d'yeux que pour le second tour de la présidentielle de 2017, des milliers d'hommes et de femmes se réinterrogent sur l'avenir et sur le besoin de faire autre chose, autrement. C'est ce à quoi travaillent aussi des personnalités du monde politique, syndical, associatif, culturel dans un appel intitulé :

« Ensemble, favoriser l'irruption citoyenne pour construire l'alternative » afin « de mettre dans le paysage des propositions d'urgences susceptibles de rassembler et de redonner l'espoir. »

Des initiatives dans lesquelles le Parti communiste prend naturellement sa place, car en phase avec sa démarche et ses propres initiatives. « Rien ne sera possible sans l'appropriation citoyenne et populaire d'un nouveau projet politique de changement », a écrit la direction du PCF dans une résolution adoptée le 15 avril dernier. C'est cette démarche que les communistes commencent à mettre en œuvre dans le cadre d'une consultation populaire qui les conduira, dans les six prochains mois, à la rencontre de 500 000 personnes pour leur donner la parole et mener un grand débat public. Une façon de faire plutôt appréciée au regard des premières initiatives (lire ci-dessous) et qui montre combien le clivage gauche/droite reste d'actualité. Et dire que certains cherchent encore où est la gauche !

Patrice Falguier

## Quand le peuple prend la parole

La consultation populaire initiée par le Parti communiste est lancée. Dans les fédérations, des initiatives se prennent : porte-à-porte, points de rencontres, contacts individuels...

À GRIGNY, dans l'Essonne, c'est à l'occasion d'un banquet tenu le 2 avril que la campagne a démarré avec un certain succès puisque 80 participants ont rempli le questionnaire. Dans leurs réponses, ils font état de leurs exigences en matière d'emploi, d'égalité, d'éducation, de sécurité. Plusieurs insistent sur le besoin de s'organiser. Une bonne entrée en matière pour lancer la campagne sur la ville. Depuis, plusieurs initiatives se sont tenues sur le marché, devant le bureau de poste, dans les cités. À Grigny 2, les militants ont décidé de sonner aux portes pour faire remplir le questionnaire. La démarche plaît, même si elle prend du temps. Du coup ils devront repasser pour récupérer les questionnaires laissés à celles et ceux qui souhaitent y réfléchir tranquillement. Là encore, il ressort de leurs réponses de larges convergences avec ce que disent les communistes : sur les salaires, l'égalité, le vivre-ensemble... Au plan départemental, des dispositions sont prises pour faire vivre la campagne en lien avec les assemblées de militants, la vente du muguet et les mobilisations en cours, notamment sur la question du logement. L'objectif est de recueillir l'avis de 7 000 personnes.

EN VENDÉE, c'est devant le centre commercial de La Garenne, à La Roche-sur-Yon, que les militants ont installé leur table, leurs affiches et engagé le débat avec le questionnaire. L'initiative est plutôt appréciée : « Pour une fois qu'on nous demande notre avis, on ne va pas s'en priver ! » Pour la trentaine de personnes qui s'arrêteront, l'initiative est prise au sérieux et le questionnaire rempli avec soin. Pour certains, l'exercice peut durer jusqu'à vingt minutes. D'autant qu'au tour de la table les réflexions fusent. Les discussions s'engagent. On parle augmentation de salaires, avenir de la jeunesse, mais aussi du besoin de s'organiser et du rôle du PCF... Avec cette première initiative, la consultation est lancée en Vendée. Elle va se poursuivre avec la tenue d'autres points de rencontres, du porte-à-porte, mais aussi des initiatives individuelles. Ainsi, Jeanne, une militante présente ce vendredi, se propose d'aller voir les gens de sa rue et les connaissances de son quartier.

### Percée intéressante dans la presse régionale

Dans plusieurs fédérations, le lancement de la consultation fait l'objet d'articles dans la presse locale. Ainsi, en Côte-d'Or, *Le Bien public* fait écho de l'initiative organisée par le PCF sur le marché de Chenove, tout comme *France Bleu-Bourgogne* qui titre : « Le PCF veut redonner la parole au peuple. » Même son de cloche du côté de *Nice-Matin* qui pour l'occasion ouvre ses colonnes à Bob Injey sur le sens de la consultation et publie une photo de l'initiative des communistes niçois. Dans le Jura, *Le Progrès* donne la parole à Nelly Faton, secrétaire départementale du PCF, pour présenter l'initiative nationale et ses déclinaisons locales. Dans le Doubs, c'est le journal de France3-Franche-Comté qui invite Thibaut Bize, secrétaire départemental, à expliquer comment le PCF entend faire de la politique autrement.

Patrice Falguier

Le questionnaire "Que demande le peuple ?" peut aussi être rempli directement par Internet sur le site [www.lagrandeconsultationcitoyenne.fr](http://www.lagrandeconsultationcitoyenne.fr)

## Seine-Saint-Denis Une consultation grand angle

Dans le cadre de la consultation initiée par le PCF, la fédération de Seine-Saint-Denis se propose de recueillir 27 000 questionnaires. Un objectif ambitieux ! Pour cela, la direction départementale a mis en place un collectif d'animation de la campagne. Réuni mercredi dernier, il avance quatre propositions de travail.

- La première est d'engager un effort conséquent en direction des communistes – notamment en lien avec la remise de la carte – pour les informer de l'initiative, présenter la démarche et faire remplir le questionnaire. Un bon moyen pour qu'ils deviennent acteurs de la campagne.

- En second lieu, il a été décidé d'un lancement « spectaculaire » de la consultation. À cet effet, une cinquantaine de militants et d'élus feront remplir le questionnaire dans un quartier populaire du département. Les médias étant bien évidemment conviés. Pierre Laurent pourrait participer à l'initiative.

- Un bulletin électronique devrait aussi être mis en place pour partager les expériences et faire connaître les initiatives des sections.
- Dans le cadre de banquets républicains organisés dans plusieurs sections avant les congés, des mesures seront prises pour faire remplir le questionnaire aux convives et animer des débats table par table.

- Enfin, il a été décidé de traiter et de rendre publics les résultats de la consultation dans chaque circonscription législative afin d'être au plus près des attentes et des exigences des populations.

P. F.



Les communistes de Côte-d'Or lancent la consultation sur le marché de Chenove

## L'INTERVIEW

### Appel des 100

# Faire bouger le rapport de forces

L'appel des 100, intitulé « Ensemble favoriser une irruption citoyenne pour construire une alternative », a été publié dans *l'Humanité* et sur les sites de *Médiapart* et de *Politis*.

Commentaires de Marie-Pierre Vieu, membre de l'Exécutif du PCF.



#### Communistes COMMENT EST VENUE CETTE INITIATIVE ?

**MARIE-PIERRE VIEU :** Dès le début janvier, on avait décidé, avec les forces du Front de gauche, d'établir un diagnostic sur la situation politique et les bases d'un débat ne se bornant pas à nous mais se déroulant avec des acteurs sociaux, personnalités du monde associatif, culturel, intellectuels, politiques partisans de l'alternative à gauche (frondeurs, responsables d'EELV, voire du NPA...). Cet échange a débuté le 21 janvier dans le reflux du 13 novembre et des régionales. Bien sûr, la proposition de primaires de la gauche puis la déclaration de candidature de Jean-Luc Mélenchon en ont modifié les termes : les militants du PG s'en sont progressivement désengagés. Mais nous avons décidé de poursuivre ce processus car il nous paraissait avoir du sens et être utile dans la perspective de 2017 et pour après. La montée du mouvement social nous a confortés dans ce choix. Avec l'idée qu'on avait, me semble-t-il, au moins deux choses en commun autour de la table. Premièrement, on était partisans d'une clarification du débat à gauche et de choix en rupture avec les politiques menées depuis cinq ans ; voulant affirmer une gauche de projet qui en finisse avec une situation conduisant à l'abstention, accentuant la crise politique, favorisant la droite et l'extrême droite. Deuxièmement, pour nous tous l'alternative prend racine à la fois sur le terrain social, les luttes, dans le débat politique comme dans l'affirmation d'une citoyenneté nouvelle, et avec tous les acteurs de la transformation sociale. J'ajoute que la dimension intellectuelle et culturelle était très forte pour nous, car le débat d'idées est une des dimensions essentielles du rapport de forces.

#### Communistes ET JUSTEMENT ÉTAIT RELANCÉ LE MOUVEMENT SOCIAL ?

**M.-P.V. :** Tout à fait, est parti le mouvement contre la loi El Khomri, puis il y a eu le début de Nuit debout. On s'est dit que l'histoire continuait, qu'il ne fallait pas sous-estimer les potentiels de résistance et d'action ; qu'il était utile de leur donner de la force et le travail qui était le nôtre y participait. S'est affirmé le besoin de le rendre public afin de montrer aux gens qu'il y avait des passerelles qui pouvaient se créer, un travail de perspectives à engager ensemble...

#### Communistes QUI A PRIS L'INITIATIVE DE L'APPEL ?

**M.-P.V. :** Ce sont des syndicalistes qui, au départ, nous ont proposé un texte d'appel. Ce sont eux, les premiers, qui ont dit : maintenant il faut sortir des débats de stratégies préélectorales, d'appareils et de tactiques pour revenir aux fondements d'une démarche de rassemblement pour une dynamique sociale et politique. Affirmons le besoin de converger ensemble pour définir des propositions d'urgence pour donner encore plus de force aux mouvements en cours et faire avancer le débat de la gauche. C'est comme ça qu'est venu l'appel. Il a été entendu de laisser passer les échéances propres à chacun-e pour qu'il n'y ait pas l'idée d'une instrumentalisation par les uns ou les autres. Et puis on s'est dit : cet appel, on va le mettre en circulation parce qu'il a trait à 2017 et aussi à ce qu'on fera demain, après 2017. Toutes choses qui ne se résument pas à la désignation d'une candidature, même si cette question est en soi importante.

#### Communistes COMMENT AVEZ-VOUS PROCÉDÉ ?

**M.-P.V. :** On est parti avec une petite équipe d'animateurs représentative de l'appel. Pour le collectage des signatures, voilà une quinzaine de jours qu'on y travaille avec assiduité ; on s'est rendu compte qu'on était une bouffée d'oxygène pour beaucoup. Il y a beaucoup d'aspirations au changement, à l'envie d'une reprise du débat et du rassemblement politique ; tout cela s'était un peu perdu dans les méandres cambadéliens des primaires, dans les déclarations de Hollande, dans les autopromotions qui ont tendance à diviser plus qu'à rassembler ceux qu'il est nécessaire de rassembler. Certes cette initiative reste à construire. On en est aux balbutiements, au prémices du débat de contenus ; on part avec des gens qui se sont engagés dans des démarches diverses, mais on fait le pari qu'à partir de ce pot commun, on va reconstruire un chemin. Cet appel vise à être signé un peu partout en France, à être relayé partout. Il s'inscrit vraiment dans l'actualité sociale ; on ne demande pas aux gens de rentrer dans une case ; c'est une démarche qui peut être élargie de manière citoyenne. On échappe au dispositif cartel et c'est un des parti pris du début ; ça permet à tout le monde de cheminer ; et nous, on pense qu'en cheminant on va faire aussi bouger les rapports de forces. Le tableau de 2017 n'est pas arrêté, pas plus d'ailleurs que la bataille sur la loi El Khomri et tout le reste. **Propos recueillis par G. Streiff**

## PARTI PRIS

### La répétition des violences ne doit décidément plus rien au hasard

Le 1<sup>er</sup> Mai marque une nouvelle journée de mobilisation d'ampleur pour le retrait de la loi El khomri. Le débat s'ouvrira mardi à l'Assemblée nationale sous la pression populaire et chaque député sera face à ses responsabilités : ou accepter la régression des droits de tous les salariés ou la refuser. Le pouvoir continue, lui, ses manœuvres scandaleuses pour tenter de discréditer un mouvement qui ne se dément pas.

A Paris, alors que plus de 70 000 personnes ont manifesté dans le calme, les forces de police sont une nouvelle fois intervenues de manière totalement disproportionnée provoquant des violences inacceptables. La répétition de ce scénario ne doit décidément plus rien au hasard. L'attitude du gouvernement pose un grave problème démocratique pour l'exercice de la liberté de manifestation. Tout cela n'entamera pas la détermination de la jeunesse et des salariés, ni celle des communistes et de leurs parlementaires qui mèneront le combat jusqu'au bout.

Pierre Laurent

Mardi, Pierre Laurent a interpellé le gouvernement sur les violences policières lors des questions d'actualité au Sénat.

### Une baisse du chômage artificielle

Confronté à l'échec de sa politique pro-Medef, le gouvernement essaye de s'en prendre à l'indicateur mensuel du taux de chômage. Sa méthode de communication, qui consiste à en extraire une seule partie, la catégorie A, vise à dissimuler la réalité d'une évolution de plus en plus marquée par la précarité. La perméabilité entre les différentes catégories est énorme. En 2014, 3,6 millions de demandeurs d'emploi sont passés d'un mois sur l'autre, d'une catégorie à une autre (50 % de A à B, 36 % de A à C, 16 % de A à D ou E). La baisse du chômage est artificielle, l'écart d'un mois sur l'autre s'expliquant par l'augmentation des radiations et le recours aux stages. Ce numéro de passe-passe ne trompe personne, parce qu'il s'agit de la vie de gens pour qui, de plus en plus nombreux, il devient difficile de boucler les fins de mois. Mais de ceux-là, la communication gouvernementale s'en moque, puisque, comme chacun sait désormais, « ça va mieux »... **PCF**

## PLANÈTE

### TAFTA, TISA, CETA Élargir la brèche pour stopper les négociations

Il est grand temps que les traités de libre-échange en cours de négociation fassent leur entrée dans le débat public, après la publication ce lundi 2 mai de 248 pages de documents par Greenpeace. Après que se soit tenu le 13<sup>e</sup> round de négociations du TAFTA entre les délégations de l'Union européenne et américaine. Obama a rappelé la semaine dernière à Hanovre sa volonté de parvenir à un accord d'ici la fin de son mandat en janvier 2017. Il ne faut pas occulter l'accord CETA avec le Canada qui contient 80 % du TAFTA et qui est à l'ordre du jour du Conseil européen en mai 2016. CETA pourrait entrer partiellement en application avant même le vote des parlements nationaux ! Ni TISA, traité qui englobe les États-Unis, l'UE et l'Australie dont l'objectif est de libéraliser tous les services. L'objectif de ces accords n'est pas une simple libéralisation du commerce ou des services. Il s'agit d'une attaque en règle pour abattre non seulement les normes de protection, mais également les États, et à travers elle la souveraineté des peu-

ples. Leur objectif est de sanctuariser la puissance de la multinationale comme forme de gouvernement, au service des intérêts des « 1 % ». Mais il est possible d'empêcher la ratification de ces accords. L'ampleur croissante des mobilisations peut faire prendre conscience aux opinions publiques de la gravité de l'enjeu et même à peser sur l'avenir des négociations. 90 000 personnes ont manifesté contre TAFTA à Hanovre le 23 avril. Cela suit la manifestation de presque 200 000 personnes à Berlin en octobre dernier. En France, le collectif national « Stop-TAFTA » recense 150 collectifs locaux et encourage les collectivités territoriales à se déclarer « hors TAFTA ». C'est le cas de 660 municipalités, conseils départementaux et régionaux en France représentant plus de 50 % de la population. Le mouvement s'étend en Europe, à l'initiative des majorités de gauche.

**“Il est possible d'empêcher la ratification de ces accords”**

Plus de 1 500 collectivités locales ont franchi le pas. Les représentants de 40 collectivités territoriales réunis à Barcelone les 21 et 22 avril ont signé une déclaration commune engageant un rapport de forces avec la commission, qui a lamentablement ignoré l'avis du comité européen des régions. Un second sommet pourrait avoir lieu à Grenoble avant l'été. Le parlement wallon a refusé la signature de CETA. Une initiative citoyenne européenne a réuni plus de 3,5 millions de signatures. La bataille est donc engagée à l'échelle européenne. Elle rassemble largement à gauche. Et il est possible d'élargir encore l'arc des forces mobilisées. Tout cela fait évoluer les opinions publiques, y compris aux États-Unis. Alors que plus de 50 % des Américains étaient favorables au TAFTA en 2014, ils ne sont plus que 15 % aujourd'hui. Bernie Sanders s'oppose au

projet et même Hilary Clinton est contrainte de faire marche arrière. Le secrétaire d'État au commerce extérieur, Matthias Fekl, a reconnu la semaine dernière que l'on « s'éloignait des chances de conclusion d'un accord » sur TAFTA. Il est donc possible d'élargir la brèche, afin d'empêcher dans un premier temps les manœuvres de contournement comme la signature d'un accord partiel avant la fin de l'année, ainsi que la ratification de CETA, qui est à maints égards un « pré-TAFTA ». L'éditorial du *New York Times* du 4 avril notait : « Nous avons permis aux gagnants de la mondialisation d'en empocher tous les bénéfices, ne laissant que des miettes aux perdants. » L'enjeu de la bataille est bien de stopper cette logique. **✶**

Vincent Boulet, représentant du PCF au Bureau exécutif du PGE



## VIE DU PARTI

# La nouvelle carte du PCF arrive

Dans quelques jours, la nouvelle carte d'adhérent du PCF arrivera dans les sections. L'objectif est de la remettre au maximum de communistes avant les congés d'été. En fait, en décidant de renouveler la carte cette année, la direction du PCF vise plusieurs objectifs. D'abord faire un état des lieux des effectifs du Parti dans le cadre de la préparation du Congrès. Mais surtout aller à la rencontre des adhérents afin de permettre au plus grand nombre de donner leur avis dans les débats sur le projet et les orientations politiques du PCF pour la prochaine période. Ce sera aussi l'occasion de réfléchir avec eux aux transformations du Parti afin de le rendre plus efficace, plus utile aux adhérents et aux populations. C'est le troisième point à l'ordre du jour du congrès. Il n'est pas anodin au moment où une campagne se développe contre la politique, l'action collective et les partis politiques. Ces visites aux adhérents seront aussi l'occasion de présenter la consultation populaire du PCF, de faire remplir le questionnaire qui lui sert de support et de proposer à chacun et chacune de contribuer au rayonnement de la campagne. Enfin, la rencontre de chaque adhérent avec la carte 2016 sera aussi le moyen de faire le point sur les cotisations. Proposer le prélèvement automatique à ceux qui ne sont pas cotisants et procéder à la mise à jour des cotisations. Un



geste important pour la souveraineté de l'adhérent, son lien avec l'organisation et les finances du PCF. Pour Émilie Lecroq, responsable à la Vie du Parti, il convient donc de profiter de la tenue des réunions de cellules plus nombreuses en période de congrès, de la préparation des conférences de section et des congrès fédéraux pour rencontrer les communistes, notamment ceux qu'on voit peu, leur remettre la carte et les aider à prendre leur place dans les débats et dans l'activité du Parti. ❀

P. F.

## L'AIR DU TEMPS

# Actionnaires debout !

On sentait le ras-le-bol monter, la colère gronder, le temps du passage à l'acte était venu. Allaient-ils le faire ? Ils l'ont fait : les actionnaires de Renault ont voté, à 54 %, contre le salaire exorbitant de leur patron Carlos Ghosn, lors de leur dernière AG, vendredi. Les actionnaires debout ! Aussitôt, selon le « code moral du Medef » dit la presse économique, le Grand Etat-Major de la boîte s'est réuni. Pour confirmer le salaire de 7,2 millions d'euros (dont 1,7 million en cash) à l'autre nabab. (Sans parler de ses revenus, plus énormes encore, à Nissan). En gros, actionnaires, allez-vous faire voir, leur dit le petit clan aux manettes. (Actionnaires qui sont tout de même les propriétaires, ou alors on n'y comprend plus rien). Bref, après actionnaires debout, voici actionnaires couchés. Il y a décidément des Bastilles à prendre, dans les entreprises, et des droits nouveaux à donner. Plutôt aux salariés qu'aux actionnaires, pas foutus de se faire respecter... ❀

Gérard Streiff

## EN BREF

### LE 1<sup>er</sup> MAI DES COMMUNISTES Muguet / consultation / manif

Dimanche 1er Mai, les militants communistes étaient mobilisés pour vendre le muguet du PCF. À Paris, dans une centaine de points de vente, 1776 pots et 15 445 brins ont été vendus au cours de la matinée. Des points de vente qui, cette année, constituaient aussi des points de rencontres et de dialogues dans le cadre de la consultation nationale initiée par le Parti communiste. Plusieurs milliers de Parisiennes et de Parisiens ont pu ainsi faire part de leurs attentes dans la perspective de 2017 avant de défiler, entre Bastille et République, leur opposition au projet de loi El Khomri.



### INTERNATIONAL Commémoration du massacre de Sétif

Les communistes participeront avec leurs élus au rassemblement, le 8 mai à 16 heures, place de l'Hôtel de Ville à Paris, pour exiger la reconnaissance officielle des crimes de guerre et crimes d'Etat commis par la France en Algérie le 8 mai 1945.

**Solidarité féministe avec Wafa Charaf,** militante féministe marocaine, condamnée à 2 ans de prison et 5 500 euros d'amende pour son soutien au combat des ouvriers de la zone franche de Tanger. L'initiative se tiendra le 14 mai à 15 h, à la Maison des Femmes de Paris, 163 rue de Charenton, Paris 12e. ❀

## GROUPE CRC SÉNAT

# Une proposition de loi visant à lutter contre les contrôles d'identité abusifs

L'objet de la proposition de loi déposée par le groupe CRC au Sénat est de lutter contre les contrôles d'identité abusifs et discriminatoires. Pour les sénateurs communistes, « la situation qu'a vécue le pays lors des attentats du 13 novembre a bien entendu nécessité des mesures exceptionnelles, qui se sont traduites par un renforcement des pouvoirs administratifs de police et un surcroît des moyens en matière de sécurité, notamment dans le cadre de l'état d'urgence. Mais ce régime d'exception, voté par le Parlement pour une période donnée, appelle cependant à la surveillance attentive du dispositif et de ses éventuelles dérives (dont certaines ont déjà pu être observées dans le cadre de notre droit commun). Ils ajoutent : « La jeunesse a été au premier rang des victimes frappées par les actes barbares que nous venons de subir, il est important que nous puissions restaurer un climat



serein dans le respect de chacune et chacun. Le retour à l'apaisement passe en partie par une vigilance accrue quant aux potentiels amalgames et discriminations véhiculés par des contrôles d'identité abusifs. » Face à ces dérives, les élus communistes proposent de rétablir une sécurité juridique et une utilisation efficace de ces contrôles et d'encadrer de manière explicite les palpations de sécurité. De plus, devrait être remis à l'issue de chaque contrôle un document spécifiant le motif du contrôle et un certain nombre de renseignements comme le numéro de matricule de l'agent qui a effectué le contrôle sur l'heure, la date et le lieu du contrôle, son fondement juridique, ses motifs et la matricule de celui qui l'a effectué.

Un colloque s'est tenu sur le sujet au Sénat à l'initiative de Laurence Cohen et Christian Favier, sénateurs communistes du Val-de-Marne. ❀

## MÉDIAS

# La liberté de la presse est la condition de la démocratie

Ce mardi 3 mai, on commémore dans le monde entier la liberté de la presse. Pourtant, dans le monde entier elle est mise à mal. Combien de journalistes sont-ils emprisonnés, combien sont-ils soumis à la censure, combien doivent-ils exercer leur métier au péril de leur vie ? La semaine dernière, c'est un journaliste palestinien, Omar Nazzal qui s'est vu mettre en détention alors qu'il se rendait à un congrès international de journalistes. Et que dire de l'affaire LuxLeaks où c'est carrément l'exercice du métier de journaliste qui se trouve remis en cause au nom du « secret des affaires » comme vient de le valider le Parlement européen ! En France, nous avons su après l'odieux crime contre Charlie hebdo redire la volonté du peuple français de défendre un des piliers des valeurs fondatrices de la République fran-

çaise. Et je suis aussi satisfaite d'avoir pu - enfin - faire adopter par l'Assemblée nationale une loi qui préserve le secret des sources des journalistes. Mais la vigilance s'impose. Ici ou ailleurs, le pluralisme de la presse n'est pas non plus épargné ! Combien de journaux ont-ils disparu ou sont-ils menacés de disparition ? De quelle liberté les rédactions disposent-elles devant l'hyperconcentration des médias ? La liberté de la presse ne se négocie pas et ne peut être soumise au gré de décideurs politiques ou financiers. Le droit à l'information et à la confrontation d'idées sont des conditions sine qua non de la vitalité de la démocratie d'une nation. En ce 3 mai, il est de la responsabilité de tous et toutes d'agir pour le faire respecter. ❀

Marie-George Buffet

## SOUSCRIPTION

Je verse : ..... euros

NOM : ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL ..... Ville .....

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.